



La communauté internationale s'engage contre les «interférences» dans le conflit

Tebboune exprime la volonté de l'Algérie d'abriter le dialogue libyen

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4985 - Mardi 21 janvier 2020 - Prix : 10 DA

El-Oued

Des citoyens réclament le dédoublement de la route nationale

Page 24

Hormis une hausse de la facture des fruits et tabacs

Les importations des produits alimentaires en baisse

Page 2

Un «président par intérim» nommé Juan Guaidó

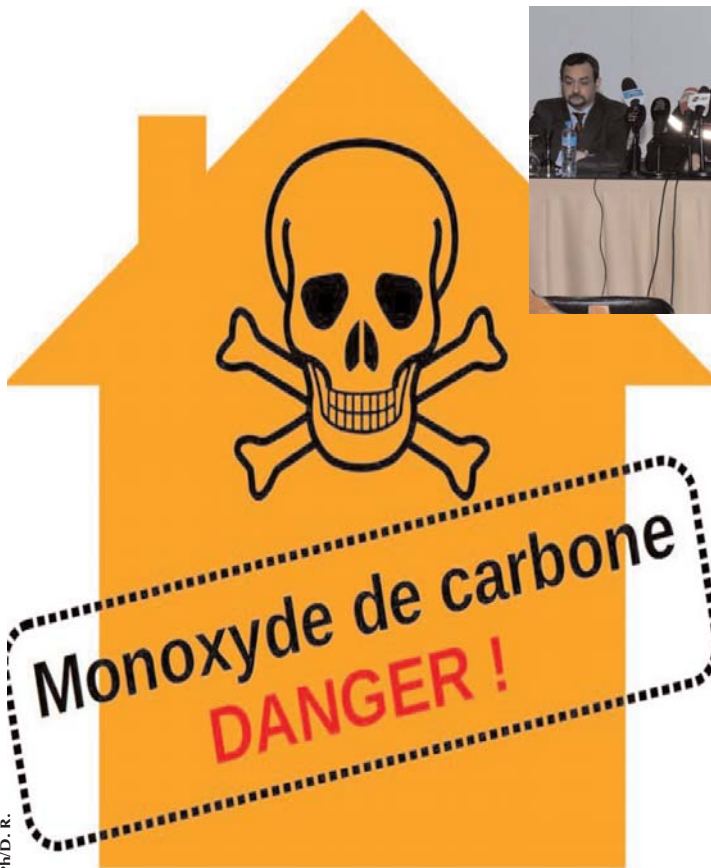
Par Mohamed Habili

Il y a deux jours, celui qu'une soixantaine de pays reconnaissent en principe toujours comme le président par intérim du Venezuela, Juan Guaidó, est apparu chez la voisine Colombie, à ce qu'on dit pour rencontrer le secrétaire d'Etat Mike Pompeo, passant outre ce faisant l'interdiction qui lui est faite de quitter le territoire national. Il semblerait d'ailleurs que ce ne soit pas là son seul objectif, puisqu'on lui prête également l'intention de se rendre au Forum de Davos en Suisse, qui fêtera ce mardi son cinquantième anniversaire, en vue de rencontrer du beau monde, et d'abord Donald Trump, le président des Etats-Unis. Voilà donc un homme considéré comme un président légitime par un nombre appréciable de pays, parmi lesquels quasiment tous ceux des deux Amériques mais aussi l'Union européenne dans son ensemble, qui toutefois pour pouvoir parler à ses pairs est obligé de débarquer sans crier gare là où ils sont censés se trouver, au moins pour quelques-uns d'entre eux. On croit savoir que si de Bogota il compte s'envoler pour Davos, c'est en premier lieu pour voir Donald Trump, qui avec Greta Thunberg, constitue le clou du jubilé. Les médias qui ont rapporté son escapade ne disent pas s'il a ou non un rendez-vous à Davos, avec Trump. Mais, justement, c'est parce qu'ils font l'impasse sur ce détail qu'on peut être sûr que non, que le président par intérim y va, à supposer bien sûr qu'il n'abandonne pas ce projet, pour ainsi dire à ses risques et périls.

Suite en page 3

Intoxication au monoxyde de carbone

Les accidents d'asphyxie, un drame national évitable



PH/D. R.



«Ce n'est pas une maladie incurable, c'est un phénomène qu'on peut facilement éradiquer mais il faut que les citoyens apprennent à appliquer les différentes mesures de prévention pour ne pas risquer la mort», a indiqué, hier, le colonel Farouk Achour, directeur de l'information et des statistiques à la Protection civile.

Lire page 3

Tizi Ouzou

3 000 foyers alimentés en gaz naturel avant fin janvier

Page 4

«La nuit des idées» est de retour

Un programme varié à découvrir

Page 13

La communauté internationale s'engage contre les «interférences» dans le conflit

Tebboune exprime la volonté de l'Algérie d'abriter le dialogue libyen

■ Les principaux pays concernés par le conflit en Libye ont promis, lors de la Conférence internationale de Berlin, de respecter un embargo sur les armes et de ne plus interférer dans ses affaires intérieures, pour tenter de ramener la paix dans ce pays déchiré par la guerre civile.



Par Meriem Benchaouia

A la même occasion, l'Algérie s'est proposée d'«accueillir un dialogue entre les frères libyens». A cet égard, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué que «l'Algérie est prête à abriter ce dialogue escompté entre les frères libyens», rappelant les efforts que l'Algérie n'a eu de cesse de déployer pour «inciter les parties libyennes à adhérer au processus de dialogue, parainé par les Nations unies et accompagné par l'Union africaine (UA), en vue de former un gouvernement d'entente nationale apte à gérer la transition et la réédification des institutions de l'Etat libyen pour relever les défis qui se posent au peuple libyen». Ont pris part à la conférence aux côtés de l'Algérie, représentée par le Président Tebboune, les cinq Etats membres permanents au sein du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Russie,

Chine, Royaume-Uni et France), ainsi que la Turquie, l'Italie, l'Egypte, les Emirats arabes unis et la République du Congo qui préside le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la crise libyenne. En marge des travaux de cette réunion, le Président Tebboune s'est entretenu avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, et le président du Conseil européen, Charles Michel, ainsi que le président français Emmanuel Macron. Intervenant devant les participants, le président de la République a également réitéré son appel à «la communauté internationale d'assumer sa responsabilité en matière de respect de la paix et de la sécurité» en Libye, affirmant que «l'Algérie refuse toute atteinte à son intégrité nationale et à la souveraineté de ses institutions». «Nous sommes appelés à arrêter une feuille de route aux contours clairs, qui soit contraignante pour les parties, visant à stabiliser la trêve, à stopper l'approvisionne-

ment des parties en armes afin d'éloigner le spectre de la guerre de toute la région», a indiqué M. Tebboune, appelant à «encourager les parties libyennes à s'asseoir autour de la table pour résoudre la crise par le dialogue et les voies pacifiques et éviter ainsi des dérapages aux conséquences désastreuses». Après avoir souligné que «la région a besoin d'une stabilité fondée sur la sécurité commune», il a réitéré «l'attachement de l'Algérie au maintien de la région loin des ingérences étrangères». «La sécurité de la Libye est le prolongement de notre propre sécurité et le meilleur moyen de préserver notre sécurité régionale reste la coopération et l'entraide avec nos voisins pour faire face au terrorisme et à l'extrémisme», a-t-il poursuivi.

L'accord politique libyen, cadre viable pour la solution

Lors de cette conférence, les

dirigeants des pays participants ont réitéré leur soutien à «l'accord politique libyen en tant que cadre viable pour la solution politique en Libye», indique le document final de la Conférence. «Nous appelons également à la mise en place d'un Conseil de présidence opérationnel et à la formation d'un gouvernement libyen unique, unifié, inclusif et efficace approuvé par la Chambre des représentants», ajoute le document. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a rappelé, de son côté, qu'il ne peut y avoir de solution militaire en Libye, insistant sur la prise «de mesures immédiates et décisives pour empêcher une guerre civile totale». «La Libye a été entraînée dans un conflit toujours plus profond et destructeur avec un nombre croissant d'acteurs externes également impliqués», a déploré le SG de l'ONU à Berlin, appelant «tous ceux qui sont directement ou indirectement impliqués dans le conflit à

Ph.D.R. tout faire pour soutenir une cessation effective des hostilités et faire taire les armes» et à «cesser les violations incessantes et flagrantes de l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité». Par ailleurs, les participants dans leur déclaration finale ont «exhorté les parties libyennes à reprendre le processus politique inclusif dirigé par les Libyens sous les auspices de la Manul (Mission d'appui des Nations unies en Libye), en s'y engageant de manière constructive, ouvrant ainsi la voie à la fin de la période de transition, des élections parlementaires et présidentielles libres, équitables, inclusives et crédibles», soulignant «le rôle important des pays voisins dans le processus de stabilisation libyen». Les conférenciers ont, toutefois, appelé à la fin de «tous les mouvements militaires en faveur des parties au conflit, ou en soutien direct à celles-ci, sur tout le territoire de la Libye et à partir du début du processus du cessez-le-feu», indique le document. Un appel à des mesures crédibles, vérifiables, séquencées et réciproques, a été lancé, «à commencer par une trêve mise en œuvre par toutes les parties concernées, y compris des mesures crédibles vers le démantèlement de tous les groupes armés et des milices par toutes les parties», soulignant la nécessité du «redéploiement d'armes lourdes, d'artillerie et de véhicules aériens et leur cantonnement». Selon le document, un comité spécial de suivi sera mis en place sous l'égide de l'ONU pour mettre en œuvre les résultats de la Conférence de Berlin sur la Libye, et suivre les progrès essentiellement basés sur le cessez-le-feu, l'embargo sur les armes, la reprise du processus politique, les réformes du secteur de la sécurité, les réformes économiques, les droits de l'Homme. **M. B.**

Hormis une hausse de la facture des fruits et tabacs

Les importations des produits alimentaires en baisse

La facture d'importation des produits alimentaires en Algérie a reculé de 546 millions de dollars, soit près de 7 % sur les onze premiers mois de 2019, en comparaison avec la même période de l'année dernière. Néanmoins, s'agissant des fruits et des tabacs, leurs importations ont connu une courbe ascendante. C'est en tout cas ce qu'a indiqué hier la direction générale des Douanes algériennes (DGD).

A ce titre, précisera la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD), cette facture a atteint 7,32 milliards de dollars (mds usd) sur les onze

premiers mois de l'année dernière, contre 7,86 mds usd durant la même période en 2018, enregistrant une baisse de 546 millions de dollars, ce qui représente un taux de 6,94 %. Pour expliquer cette baisse, la même source indiquera qu'il s'agit essentiellement d'une diminution des importations des céréales, lait et produits laitiers, des sucres et des légumes. Ainsi, représentant plus de 33 % de la structure des importations alimentaires, les céréales, semoule et farine ont atteint 2,43 mds usd, contre près de 2,82 mds usd en 2018. Pour ces produits, la baisse est estimée par la DEPD à un taux de

14,01 %, équivalant à 394 millions usd. S'agissant des importations des produits laitiers, ils ont également reculé à 1,16 md usd, contre 1,29 md usd. En chiffres, ce recul est de 131 millions, soit un taux de 10,09 %. Concernant la facture d'importation du sucre et des sucreries qui a également régressé, ces deux produits alimentaires ont totalisé un montant de 654,28 millions usd, contre 771,09 millions usd, soit une baisse de 15,15 %. La même tendance a été enregistrée pour les résidus et déchets des industries alimentaires, dont les tourteaux et autres résidus solides, lesquels ont été impor-

tés pour 514,06 millions usd, contre 634,23 millions usd, en baisse de près de 19 %. En outre, de janvier à novembre derniers, une baisse de moindre ampleur a concerné d'autres produits alimentaires, relève la DEPD. Il s'agit, selon elle, des importations du café, thé et épices qui se sont chiffrées à 314,37 millions usd, contre 343,25 millions de dollars, soit un taux de 8,41 %, des légumes, avec 285,88 millions usd, contre 303,78 millions usd, soit un taux de 5,9 % et des préparations alimentaires diverses, qui ont reculé de 1,22 % pour se chiffrer à 294,86 millions usd. Enfin,

concernant les importations d'huile de soja et ses fractions, classées dans le groupe des produits bruts, ils ont reculé de 3,19 %, en s'établissant à 541,34 millions usd, contre 559,19 millions usd en comparaison avec la même période de l'année dernière.

Par ailleurs, les importations des médicaments pour la vente en détail, produits classés dans le groupe des biens de consommation non alimentaires, ont enregistré une baisse de 6 %, en s'établissant à 1,042 md usd, contre 1,108 md usd durant la même période de comparaison. **Lynda Naili**

Intoxication au monoxyde de carbone

Les accidents d'asphyxie, un drame national évitable

«Ce n'est pas une maladie incurable, c'est un phénomène qu'on peut facilement éradiquer mais il faut que les citoyens apprennent à appliquer les différentes mesures de prévention pour ne pas risquer la mort», a indiqué, hier, le colonel Farouk Achour, directeur de l'information et des statistiques à la Protection civile.



Par Thinhinene Khouchi

Lors d'une conférence sur les risques liés au monoxyde de carbone, organisée par le ministère de la Santé en collaboration avec la Protection civile, à l'Institut national de la santé publique (INSP), El Biar, Alger, le colonel Farouk Achour, directeur de l'information et des statistiques à la Protection civile a insisté sur le rôle de la prévention pour éviter de mourir asphyxié par le monoxyde de carbone. Il a assuré que l'intoxication au monoxyde de carbone, «ce phénomène qui fait chaque année de nombreux morts peut être éradiqué mais sans l'aide des citoyens "premiers concernés" on ne peut rien faire que les secourir et souvent c'est trop tard, il faut que toute la société soit informée et sensibilisée contre les risques liés au monoxyde de carbone». Exposant les bilans enregistrés par la Protection civile, il a indiqué que depuis le début de cette année, soit du 1er au 20 janvier, les services de la Protection civile ont fait état de 32 morts

asphyxiés par le monoxyde de carbone et 336 autres personnes ont été secourues par les éléments de la Protection civile. Le colonel Achour a en outre indiqué que durant l'année 2018, 1 849 personnes ont été secourues et 100 autres ont perdu la vie et ce chiffre est en hausse en 2019 avec 145 décès asphyxiés par le monoxyde de carbone et 2 324 personnes secourues par les éléments de la Protection civile. Ce triste constat est expliqué «essentiellement par le non-respect des mesures de sécurité obligatoires», a-t-il souligné, citant notamment le manque de ventilation du domicile, la non-conformité à la réglementation en matière de fabrication des appareils de chauffage ainsi que l'utilisation d'autres appareils non conçus pour cet usage, notamment la «tabouna». Ceci, a ajouté le même responsable, en plus du non recours à des spécialistes en installation des appareils en question et le non-respect de l'obligation de leur entretien régulier, également par un personnel qualifié, avant d'ob-

server que ces fréquents accidents sont évitables et qu'ils surviennent de manière «disparate» à travers le territoire national. Pour endiguer les accidents multiformes liés à la saison hivernale, la direction générale de la Protection civile a initié, depuis le 18 novembre dernier, une nouvelle campagne de sensibilisation nationale visant à «inculquer la culture de la prévention au sein de la famille, en mettant l'accent sur la femme au foyer», a-t-il indiqué. Cette campagne d'information, a poursuivi le colonel Achour, s'appuiera comme à l'accoutumée sur tous les supports médiatiques et de communication existants, dont les réseaux sociaux et la messagerie téléphonique, l'enjeu étant de «sauver des vies». En outre, le colonel Achour a tenu à conseiller les citoyens à «ne pas boucher les prises d'air dans les pièces, à penser toujours à ventiler le logement lors de l'utilisation des appareils de chauffage (au moins 10 minutes par jour), à ne pas laisser un moteur de voiture en route dans un garage fermé, à

entretenir et régler régulièrement les appareils par un professionnel et à appeler le numéro d'urgence de la Protection civile le 14 et le numéro vert 1021 en précisant l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace». De son côté, Khalil Hadj Mati, directeur de la prévention contre les accidents domestiques au ministère de la Santé a qualifié ce phénomène de «problématique de santé publique», estimant que son ampleur aurait pu être plus importante n'étaient-ce les campagnes de sensibilisation, menées par son département et celui de la Protection civile. «Il est important pour nous de faire savoir aux citoyens que ces accidents sont évitables en prenant conscience que le monoxyde de carbone est un gaz insidieux, car inodore, incolore et non irritant. Autant de caractéristiques qui le rendent dangereux et pouvant tuer sans que la personne ne s'en rende compte», a-t-il expliqué.

T. K.

Avant la clôture de la campagne oléicole

14 millions de litres d'huile d'olive collectés à Béjaïa

Plus de 14 millions de litres d'huile d'olive ont été collectés à Béjaïa avant même la clôture de la campagne oléicole prévue à la fin du mois de février. Un rendement qui laisse augurer une possible moisson d'une jauge pouvant aller jusqu'à 21 millions de litres en fin de saison, a-t-on indiqué à la direction des services agricoles.

Cette récolte, presque équivalente à celle de l'année dernière, siège d'une production de 22 millions de litres, a été obtenue après traitement de quelque

40 000 hectares sur un verger qui en compte 51 000. Les rendements sont en moyenne de l'ordre de 24 quintaux d'olives à l'hectare et de 19 litres par quintal, en légère baisse comparativement à l'exercice précédent, siège d'un rendement de 21 litres par quintal.

Pour autant la production est jugée «acceptable», car en plus du caractère aléatoire des saisons selon lequel «à une bonne récolte est quasi automatiquement suivie d'une mauvaise», le verger de la wilaya a souffert des

incendies l'été passé qui a vu des dizaines d'hectares partir en fumée. Cette situation, a-t-on relevé, a été accablée par les facteurs climatiques, notamment la rareté des pluies dans les moments sensibles inhérents au besoin en eau des oliviers, surtout les nouvelles plantations qui ont peine à rentrer en production.

La saison est sauve, a souligné la même source, qui se réjouit de cette nouvelle production qui permet de préserver le litre du prix de l'huile d'olive

cédée, selon les régions, entre 650 et 800 dinars, avec une moyenne générale autour de 700 dinars à travers toute la wilaya.

Pour rappel, la wilaya de Béjaïa reste le premier bassin oléicole du pays. Ses rendements, en baisse ou en augmentation, affecte nécessairement le cours du produit à l'échelle nationale et dont la valeur est généralement établie par une corbeille partagée avec les wilayas de Tizi-Ouzou et Bouira.

Maya Gh./APS

LA QUESTION DU JOUR

Un «président par intérim» nommé Juan Guaidó

Suite de la page une

Qu'on imagine qu'il se présente à Davos, mais que Trump refuse de le recevoir, n'est-ce pas purement et simplement la fin de sa carrière ? Déjà qu'il n'est plus le président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, ayant été dépossédé du titre même auquel il doit d'être devenu «le président» de son pays, censément en lieu et place de Nicolas Maduro. Au début de ce mois, une élection a en effet eu lieu qui a porté au perchoir un autre que lui, un certain Luis Para, un membre de la même famille politique que lui. Plus que jamais donc il a besoin que les Etats-Unis lui renouvellent leur confiance, l'adoubent une deuxième fois, autrement il ferait aussi bien de ne pas retourner au Venezuela. Car alors cela voudrait dire qu'il a cessé d'être reconnu par les Etats-Unis. Or s'il est lâché par les Etats-Unis, il se trouvera l'être du même coup par tous les pays qui ne l'avaient pas reconnu, il y a maintenant une année, que par suivisme par rapport à eux. Guaidó joue donc gros s'il va à Davos, où l'on semble surtout soucieux de faire en sorte que Trump et Thunberg ne se croisent pas, une éventualité susceptible de gâcher l'anniversaire. Si Guaidó était au programme, ça se saurait. Loin alors de tenter sa chance, ou le diable, il serait un invité de marque. Tous les honneurs lui seraient dus, à lui plus qu'à d'autres, à supposer qu'il ne dépasse pas en cela le président américain lui-même. Ce n'est pas lui qui alors demanderait à voir Trump, mais Trump qui tiendrait non seulement à le voir, mais à s'afficher avec lui, à être vu avec lui. Le fait qu'il ne soit président que par intérim, loin de diminuer de sa valeur, l'augmenterait au contraire. Il serait d'autant plus couru, vu qu'il est le seul de son espèce.

M. H.

Solidarité

Le Croissant-Rouge algérien achemine 100 tonnes d'aides humanitaires vers la Libye

■ Le Croissant-Rouge algérien a acheminé lundi vers la Libye, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, 100 tonnes d'aides humanitaires constituées de denrées alimentaires et de médicaments.

Par Halima Y.

Le coup d'envoi de cette troisième aide de solidarité au profit des populations libyennes vivant dans la région frontalière de Ghadamès a été donné à partir de l'Office du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger) par la présidente du CRA, Saïda Benhabiles. A cette occasion, Mme Benhabiles a précisé que l'aide, constituée de denrées alimentaires, d'eaux minérales, de médicaments, de couches et de groupes électrogènes octroyés par le gouvernement algérien au peuple libyen, sera acheminée via un pont aérien militaire de l'aéroport de Boufarik, où trois avions cargo ont été mobilisés par le commandement de l'ANP, vers In Amenas. Le Croissant-Rouge algérien, chargé par le gouvernement de prendre en charge cette opération humanitaire, procédera par la suite à l'acheminement de cette aide au niveau du poste frontalier de Ghadamès en coordination avec le Croissant-Rouge libyen, avec lequel le CRA est lié par une convention de partenariat et de coopération, a ajouté Mme Benhabiles. Affirmant que la décision du président de la République « exprime l'attachement du peuple algérien aux liens de fraternité avec le peuple libyen », la présidente du CRA a indiqué que ces aides sont destinées exclusivement aux populations libyennes vivant au niveau de la région frontalière de Ghadamès. Remerciant au pas-



Ph. > D. R.

sage le président Tebboune pour avoir pris cette initiative et l'ANP pour le soutien apporté dans la concrétisation de ce geste humanitaire, la présidente du CRA a noté que « ces aides allégeront les souffrances des frères libyens qui vivent une conjoncture difficile due à la crise que traverse leur pays ». L'Algérie avait déjà organisé durant le mois en cours deux

opérations distinctes d'aides humanitaires au profit du peuple libyen. La première, comprenant 100 tonnes d'aides humanitaires de denrées alimentaires, médicaments, vêtements, tentes, groupes électrogènes et autres, s'était ébranlée le 4 janvier de l'aéroport de Djanet où cette cargaison était parvenue via un pont aérien militaire depuis l'aéroport

de Boufarik à bord de trois avions militaires. Arrivée au poste frontalier Tin Alkoum, l'aide avait été remise aux autorités libyennes qui étaient chargées de sa distribution auprès des populations des zones frontalières. Quant à la deuxième opération, composée de 70 tonnes d'aides, elle avait été organisée le 13 janvier en présence d'une délégation

libyenne à sa tête le secrétaire général du Croissant-Rouge libyen, Marie Al-Dressi, en visite en Algérie en vue de la signature d'une convention de partenariat avec le CRA. L'accord se veut un cadre de coopération bilatérale traduisant l'engagement des deux parties en faveur du renforcement du partenariat, notamment dans le domaine humanitaire, à travers l'échange d'expériences et la coordination des programmes selon les domaines de compétence des uns et des autres. Le secrétaire général du Croissant-Rouge libyen avait exprimé, à cette occasion, sa gratitude et ses remerciements au président de la République et à l'Algérie pour ces aides humanitaires, mettant en exergue « les relations historiques qui lient les deux peuples frères ». Dans une lettre adressée au président de la République, le Croissant-Rouge libyen avait fait part de ses « plus vifs remerciements » et exprimé sa « gratitude » au Président Tebboune pour les aides humanitaires envoyées au peuple libyen, lesquelles traduisent, a-t-il dit, la « profondeur des liens entre les deux peuples frères ». H. Y./APS

TiziOuzou

3 000 foyers alimentés en gaz naturel avant fin janvier

Les services de Sonelgaz à Tizi Ouzou ont annoncé hier dans un communiqué l'alimentation en gaz naturel de 2 888 foyers à travers 8 communes

avant la fin du mois de janvier courant. En effet, la concession de la distribution de Tizi-Ouzou prévoit de mettre en service plusieurs projets au profit de 15

localités à travers 08 communes sur une longueur de plus de 122 kilomètres, précise la même source. Il s'agit de 510 foyers aux villages Tiroual et Ait

Abdellali dans la commune d'Ait Boumahdi, 781 à Tizi Menous, Agouni Fourou, Amarigh, Berber et Alma dans les communes de Maatkas, Ait Toudert, Azeffou et Timizat, 200 foyers à Ait Ouilhane et Ait Toudert dans la commune d'Ait Toudert, de 1 397 foyers sur plus de 32 km de réseaux gaz à Timeghras, Takaroucht, Ait Daoud, Ighil N'Fah, Taouint et Imesvahane dans les communes de Beni Douala, Ait Boumahdi, Ouacif, Yatafen et Timizat, toujours selon les indications fournies par les services de la Sonelgaz à Tizi Ouzou. Un appel est lancé par les mêmes services aux citoyens afin d'achever les travaux d'installations intérieures et de faciliter la tâche aux entreprises qui sont à pied d'œuvre sur le terrain et ce, dans le but de leur permettre d'honorer les engagements dans les délais convenus. Hamid M.

Pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de vie à Béjaïa

Les RN 09 et 26 coupées par des villageois

Les RN 29 et 09 ont été coupés au trafic routier avant-hier par des villageois. D'abord la RN 26 a été barricadée très tôt le matin par des habitants de la cité des 672 logements de Berchiche qui réclament, une nouvelle fois, l'amélioration de leurs conditions de vie dont le raccordement au gaz de ville, l'aménagement urbain, le revêtement des chemins. Cette action de contestation a encore une fois pénalisé les usagers de cette route à grande circulation qui étaient pris au piège. La RN 26 a été fermée à hauteur de la zone industrielle.

Les usagers étaient contraints de faire un détour par la RN 75 soit, par Amizour et Tala Hamza pour rejoindre la ville de Béjaïa et autres. Les habitants mécontents se sont insurgés contre le retard accusé dans le raccordement de leurs foyers au gaz naturel et la réalisation des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) de cette cité créée il y a environ 10 années. Les habitants qui ont occupé leurs logements il y a moins de deux années exigent l'entame des travaux des VRD confiés pourtant à une entreprise qui exige pour sa part que les lieux soient dégagés

de tout objet pouvant gêner les travaux. S'agissant des travaux de raccordement au gaz naturel, l'OPGI est à pied d'œuvre pour l'alimentation de la cité. A Darguina, Est de la wilaya, plusieurs familles ont coupé la RN 09 afin de réclamer la suppression d'une antenne de téléphonie mobile installée par un opérateur en raison de contraintes liées à la santé des riverains, entre autres. A Aokas, la voie a été coupée aussi par quelques familles qui se plaignent des infiltrations d'eau pluviale à chaque intempérie. Hocene Cherfa

Biskra /Foughala

Démantèlement d'un réseau de faux billets de 2 000 DA

Les éléments de la sûreté de la daïra de Foughala (Biskra) ont réussi à démanteler un réseau de neuf personnes spécialisées dans l'écoulement de faux billets de banque de 2 000 DA et ont saisi 1,23 million DA de fausse monnaie, a indiqué lundi le chargé d'information à la sûreté de wilaya, le commissaire principal de police, Saïd

Mouasse. Le même officier a précisé à l'APS qu'agissant sur informations relatives aux activités suspectes d'un groupe d'individus et après enquête, les policiers sont parvenus à interpellé une personne sur une motocyclette possédant 20 000 DA de faux billets et ont trouvé lors de la perquisition de sa maison un autre montant de

980 000 DA de faux billets, une arme à feu sans permis et un montant en devise de 350 euros. L'enquête a permis de remonter à huit autres complices dont 5 ont été arrêtés et la perquisition de la maison d'une de ces personnes a permis de saisir 230 000 DA de faux billets de 2 000 DA et un montant de 150 000 DA issus

de l'écoulement de la fausse monnaie, a encore précisé le même officier. Les dossiers pénaux des six individus arrêtés âgés entre 23 et 45 ans sont en voie d'être élaborés et les recherches se poursuivent pour arrêter les trois autres complices en fuite, selon la même source.

R. N.

Commerce
GIFI arrive
en Algérie



L'ENSEIGNE française emblématique GIFI, leader & spécialisée dans l'équipement de la maison et de la famille à bon prix, arrive en Algérie. En effet, ce samedi 18 janvier, c'est dans la ville d'Alger au sein de la commune de Chéraga, que le premier magasin GIFI a ouvert ! Produits tendances, décoration, mobilier, loisirs... La clientèle algérienne peut désormais se faire plaisir à petits prix : 200/300/400 dinars ! L'enseigne est fière d'annoncer que l'équipe de ce magasin est 100% algérienne.

LF 2020

L'importance des dispositions encourageant l'investissement mise en exergue

■ Les dispositions de la loi de finances 2020 relatives à l'encouragement de l'investissement et au soutien aux franges sociales les plus vulnérables ont été au centre d'une rencontre organisée à Oran.



Par Malek M.

Lors d'une journée d'étude sur «la loi de finances 2020 et son impact sur le développement économique national», organisée par le «Club des promoteurs et des investisseurs d'Oran», le directeur des relations publiques et de la communication auprès de la Direction générale des impôts (DGI), Brahim Benali, a affirmé, lors de son intervention, que la loi de finances 2020 encourage l'investissement à travers les avantages fiscaux et garantit

l'amélioration du cadre de vie des citoyens. A ce propos, il a mis en évidence les incitations offertes au titre de la loi de finances aux petites entreprises, dont les micro-entreprises et les start-up, leur faisant bénéficier d'exonérations fiscales. D'autre part, le représentant de la DGI a indiqué que la loi de finances 2020 permet l'amélioration de l'imposition des taxes et impôts et assurer à l'Etat et aux collectivités locales des ressources financières à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, faisant remarquer que la fiscalité ordi-

naire de l'année en cours représente environ le double de la fiscalité pétrolière, contrairement aux années précédentes. M. Benali a souligné que l'objectif est d'assurer le financement des dépenses de fonctionnement par la fiscalité ordinaire, précisant que le financement de 80 % des dépenses de gestion cette année en cours s'effectuera par la fiscalité ordinaire. Les pouvoirs publics ont décidé de créer des zones économiques au niveau des régions frontalières et au sud du pays pour contribuer au développement économique, a-

il déclaré. Lors de cette rencontre, qui a vu la participation d'opérateurs économiques de l'ouest du pays, ainsi que des notaires, le directeur de fiscalité et des bases de taxation auprès de la Direction générale des douanes, Sassi Toufik, a, pour sa part expliqué les nouvelles dispositions de la loi de finances 2020 relatives au secteur des douanes. Il a ainsi évoqué les augmentations des taxes douanières ayant touché quelques marchandises importées, à l'instar des composants entrant dans le montage des téléphones qui

PH.D.R. sont passées de 5 à 30 % ainsi que les équipements fonctionnant à l'électricité entre 5 et 40 % selon le type d'appareil. Concernant l'importation des véhicules de moins de 3 ans, le représentant des Douanes algériennes a indiqué que l'opération sera lancée dès la parution de la décision du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et les ministères des Finances, des Affaires étrangères et de l'Industrie et des Mines. Lors des débats, des responsables locaux, des députés, des agents des Douanes et des participants ont abordé de nombreuses questions relatives notamment aux procédures pratiques d'importation des véhicules de moins de 3 ans et à la nécessité de déterminer les partenariats stratégiques non concernés par la levée des restrictions édictées dans le cadre du principe 51/49 régissant l'investissement étranger en Algérie.

M. M./APS

Viandes rouges

L'Algérie a produit 5,2 millions de quintaux en 8 mois

La quantité globale des viandes rouges produites localement a atteint 5,219 millions de quintaux durant les huit premiers mois de l'année 2019, contre 5,29 millions de quintaux durant la même période de l'année 2018, enregistrant ainsi une légère baisse (-1 %), selon le directeur général des statistiques agricoles et des systèmes d'informations au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Ahmed Badani. Le taux de croissance de la production des viandes rouges a atteint 1,4 % en cinq ans (2015-2019). D'autres part, les importations des viandes importées ont atteint 381 526 quintaux contre 348 265 quintaux durant la même période de comparaison. La valeur de ces importations a atteint 141 millions de dol-

lars contre 131 millions de dollars durant les huit premiers mois de l'année 2018, avec une augmentation de 7,63 %. En juillet dernier, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, avait reçu les représentants de la branche des viandes rouges (producteurs, agriculteurs et éleveurs), venus de plusieurs wilayas du pays pour soulever leurs préoccupations. Cette rencontre a permis de soulever les problèmes dont souffrent les professionnels de la branche, notamment les producteurs de viandes bovines qui revendiquent notamment la révision de la mesure portant suppression du Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS). A cette occasion, le ministre a donné des instructions

pour la mise en place de commissions regroupant des représentants des professionnels de cette filière et des responsables du ministère en vue d'organiser des séances de travail avec des responsables relevant des ministères du Commerce et des Finances dans le but de trouver les solutions idoines aux problèmes posés et soutenir la production nationale. M. Omari avait également appelé les professionnels à s'organiser et à se structurer à travers l'affiliation aux Conseils professionnels nationaux et de wilaya et la création de Coopératives professionnelles en vue de permettre aux pouvoirs publics de corriger, encadrer et assurer l'accompagnement technique et sanitaire à ces derniers.

Salem K.

Pétrole

Le Brent à plus de 65 dollars

Les prix du pétrole étaient en hausse hier en cours d'échanges européens, portés par les risques pesant sur l'offre mondiale d'or noir à la suite du blocage des principaux terminaux pétroliers de l'est du territoire libyen. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 65,23 dollars à Londres, en hausse de 0,59 % par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour février gagnait 0,39 % à 58,77 dollars. «Le pétrole est une des rares classes d'actif à afficher une direction claire lundi, après la fermeture de plusieurs sites de production en Libye», ont indiqué les analystes. Des forces loyales au maréchal Khalifa Haftar ont bloqué samedi les princi-

aux terminaux pétroliers de l'est du pays provoquant la chute des exportations d'or noir, à la veille d'un sommet international à Berlin censé relancer le processus de paix dans ce pays déchiré par la guerre civile. La nouvelle a participé à la montée de plus de 1 % des deux indices de référence lors de la reprise des échanges lundi. Leur hausse s'est par la suite tempérée. Dans un communiqué, la Compagnie nationale de pétrole (NOC) avait fait état samedi de l'arrêt des exportations dans les ports dits du «croissant pétrolier», poumon de l'économie libyenne : Brega, Ras Lanouf, al-Sedra et al-Hariga. Ce blocage entraîne la chute de la production du pays de 1,3 million barils par jour à 500

000 b/j et un manque à gagner de 55 millions de dollars par jour, selon la compagnie. «L'offre a été amputée de 800 000 barils par jour de brut et les cours risquent à nouveau de monter dans les prochains jours s'ils ne sont pas remis rapidement sur le marché», ont ajouté les analystes. Sur le front de la guerre commerciale, le président américain Donald Trump a salué dimanche l'accord signé avec la Chine, le jugeant «bien meilleur» que lui-même ne prévoyait. Lors d'un meeting à Austin, au Texas, il s'est félicité du nouveau chapitre ouvert dans les relations de son pays avec la Chine, «les meilleures que nous ayons eues depuis de nombreuses années».

Y. O./Agences

Japon La production industrielle en novembre révisée en légère baisse

LA PRODUCTION industrielle de novembre 2019 au Japon a été très légèrement révisée en baisse, à -1 % sur un mois, contre -0,9 % lors de la première estimation fin décembre, selon des chiffres officiels publiés hier. C'est la première fois, depuis août-septembre 2018, que cet indicateur recule deux mois d'affilée, laissant augurer une faible performance du secteur industriel nippon au quatrième trimestre 2019, où l'évolution du produit intérieur brut (PIB) du pays pourrait avoir été négative. L'économie japonaise a souffert l'an dernier d'une faiblesse persistante de ses exportations, plombées par le ralentissement de l'économie mondiale, lequel a été aggravé par le conflit commercial sino-américain. Par ailleurs, la TVA dans le pays est passée de 8 % à 10 % depuis octobre 2019, fragilisant certains achats de biens durables au Japon, tandis que le tissu industriel local a aussi souffert du passage dévastateur du typhon Hagibis en octobre. Pour éviter une récession cette année, le Premier ministre Shinzo Abe a annoncé début décembre un vaste plan de relance de 13 200 milliards de yens (près de 110 milliards d'euros) d'investissements publics, notamment dans les infrastructures.

R. E.

Oran

Relogement de 153 familles des quartiers populaires d'El Hamri et Mediouni

■ *Quelque 153 familles détentrices de pré-affectations et résidant dans de vieux bâtis des quartiers d'El Hamri et Mediouni (Oran) ont été relogées au pôle urbain de Belgaïd, dans la commune de Bir El Djir.*

Par Nassima A.

Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réussite et le bon déroulement de cette opération, suivie directement par la démolition du vieux bâti, où résidaient ces familles. Dans une déclaration à la presse, le wali d'Oran, Abdelkader Djelaoui, a souligné que ces familles avaient introduit des recours en 2011 avant de bénéficier en 2016 de pré-affectations pour bénéficier de nouveaux logements de type F3. Il a également fait état de la réception en 2020 et 2021, de 60 000 logements de différentes formules. Dans ce cadre, le même responsable a souligné qu'au titre de l'année en cours, plus de 8 000 logements publics locatifs seront attribués par les points, 4



PH. > D. R.

000 autres similaires dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP) dans les communes de la wilaya, à l'instar de Oued Tlélat, Misserghine, Bethioua, Benfréha, Bousfer et autres. Durant la même période, il est prévu la distribution de 1 000 autres logements de type LPA et plus de 14 600 logements

de type location/vente (AADL) au nouveau pôle urbain « Ahmed Zabana » de Misserghine. De son côté, le directeur de l'office de promotion et de gestion immobilières, Mohamed Baroud, a souligné que cette opération, première du genre cette année, a permis d'exclure dix familles de cette

opération du fait que les enquêtes avaient révélé que les chefs de ces familles avaient bénéficié de logements. Le même responsable a également annoncé que d'autres opérations sont prévues cette année dans le cadre du programme de relogement par points et au titre du RHP.

N. A./APS

Illizi

Résultats encourageants de la culture de pomme de terre à Debdeb

La première expérience de culture de pomme de terre, lancée cette saison au niveau d'une exploitation agricole privée dans la wilaya déléguée de Debdeb (450 km d'Illizi), a donné lieu à des résultats « encourageants », a-t-on appris de la subdivision de la direction des services agricoles (DSA) de Debdeb. Cette expérience table, au terme de la campagne de récolte lancée la mi-janvier courant, sur 1 250 quintaux (qx) sur une superficie de cinq ha irriguée sous-pivot, a fait savoir le directeur délégué des services agricoles (DSA), Moumène Fateh. Première d'un genre menée par les agriculteurs Othmane Ghedier et Boukhetta Lakhdar,

avec un accompagnement des cadres du service d'orientation et de vulgarisation agricole à la direction déléguée des services agricoles de Debdeb, l'expérience augure de perspectives prometteuses pour la filière qui connaît une impulsion, au regard des terres attribuées aux investisseurs en décembre dernier, a-t-il relevé. Au moins 22 demandes de postulants aux activités agricoles dans la région ont obtenu durant cette période l'aval de la DSA, selon le même responsable, ajoutant que l'opération d'assainissement du foncier agricole a permis la récupération d'importantes superficies. Les services agricoles de la wilaya d'Illizi continuent de mener

des campagnes de sensibilisation en direction des jeunes les invitant à investir dans ce créneau prometteur et contribuer, à l'autosuffisance produits agricoles et à s'impliquer dans le développement local. Pour ce faire, ils entendent lancer d'ambitieux programmes de développement du secteur, dont l'extension des surfaces agricoles, l'accompagnement des agriculteurs, ainsi que la vulgarisation et l'orientation. La wilaya d'Illizi constitue un pôle agricole d'approvisionnement du marché local en divers produits, dont les céréales, les maraichages et les produits fourragers.

Samy T.

Production halieutique à Boumerdès Baisse de 24% en 2019

Les opérations de prise de poissons à Boumerdès ont accusé une baisse, en 2019, estimée à 24%, comparativement à l'année 2018, entraînant une « instabilité » des prix des produits de la mer, a-t-on appris du directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya. Une production de près de 5 400 tonnes de poissons dont 90% de sardines et d'anchois, a été réalisée en 2019, contre 7 110 tonnes en 2018, soit une différence de plus de 1 700, a indi-

qué Kadri Cherif. Ce recul sensible de la production halieutique, après des années d'amélioration, peut s'expliquer, a-t-il dit, par les mauvaises conditions météorologiques ayant réduit les sorties des marins pêcheurs, estimées à 28 000 en 2019, contre 34 000 sorties en mer en 2018. A cela s'ajoute, la « non mobilisation de la totalité de la flottille de pêche de la wilaya, la non prospection de nouvelles zones de pêche, et la migration des bancs de pois-

sons, ayant coïncidé avec la période de reproduction durant laquelle le poisson n'atteint pas sa taille commerciale », a-t-il, encore, précisé. Les conséquences de cette baisse sont visibles sur les marchés de poisson de la wilaya, où le prix du kilogramme de sardine (poisson populaire par excellence) est très fluctuant. Ecoluée dans une fourchette entre 400 à 600 da le kg, durant le premier semestre 2019, la sardine a vu ses cours baisser jusqu'à 100 DA le kg,

durant l'été dernier, avant de remonter puis de se stabiliser actuellement à des niveaux entre 250 à 350 DA/kg. Quelque 4 994 artisans et marins pêcheurs immatriculés, dont près de 2 000 pêcheurs, activent sur le littoral de la wilaya (long de 100 km), qui compte neuf plages d'échouage et trois ports principaux de pêche (Dellys, Zemmouri et Cap Djinet) d'une capacité globale de 607 embarcations.

M. Y.

Sidi Bel-Abbès Production de plus de 97 millions de litres de lait cru en 2019

LA WILAYA de Sidi Bel-Abbès a réalisé, en 2019, une production de 97 millions de litres de lait cru, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette production a permis de fournir entre 70 000 et 90 000 litres de lait cru par jour rendant Sidi Bel-Abbès un pôle d'excellence dans ce domaine à l'ouest du pays, satisfaisant les besoins locaux en ce produit alimentaire de large consommation et approvisionnant cinq autres wilayas de la région, a-t-on souligné. Selon la DSA, la filière lait compte actuellement dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès quelque 1 500 adhérents entre éleveurs et producteurs, alors que le cheptel de production du lait est de plus de 15 000 têtes de vaches laitières, dont le produit est distribué aux laiteries et unités de production des dérivés du lait. La plupart de la production est destinée au lait pasteurisé pour satisfaire les besoins locaux et d'autres wilayas limitrophes. Pour renforcer ce domaine, le complexe laitier « Giplait » à Sidi Bel-Abbès s'est doté d'un matériel de 250 millions DA en vue de moderniser la chaîne de production et d'autres équipements pour satisfaire les besoins exprimés au niveau local et régional, a-t-on fait savoir.

R. R.

Sahara occidental

Le Cnaspas dénonce avec «vigueur» la domiciliation de la CAN futsal à Laâyoune occupée

■ Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (Cnaspas) a dénoncé «vigoureusement» dimanche l'aval donné par la Confédération africaine de football (CAF) à la décision de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) d'organiser la CAN 2020 de futsal dans la ville de Laâyoune occupée au Sahara occidental, déplorant «une violation caractérisée des statuts de la CAF, de la FIFA, et du Droit international».

Par Sabiha O.

«**L**es membres du Cnaspas ont appris avec consternation et un grand étonnement la validation par la CAF de la décision de la FRMF d'organiser du 28 janvier

au 05 Février 2020 un tournoi africain de futsal dans la ville de Laâyoune occupée au Sahara occidental», s'indigne le Comité dans un communiqué. «La faute du président de la CAF Ahmed Ahmed est de couvrir, sinon être complice d'une politisation outrancière des événements sportifs de son organisation pan-africaine», ajoute le Cnaspas, qui rappelle au passage les affinités du patron du foot africain avec le président de la FRMF, Faouzi Lakjaa. Pour le Comité, «le président Ahmed Ahmed s'est prêté à une manœuvre politique lamentable, et s'est rendu coupable, par cette dérive gravissime d'une injustice flagrante à l'encontre du peuple sahraoui», affirmant que si la CAF «persiste dans cette décision grave» elle va se «déshonorer, et s'engouffrer dans une spirale dangereuse aux conséquences incalculables, pouvant même provoquer sa propre désintégration». Le Cnaspas appelle à corriger la décision de la CAF pour «éviter d'introduire dans les rouages de l'organisation continentale ce poison qui est la politisation, qui ne fera qu'entraîner des clivages dangereux pour l'Unité africaine». «Est-ce le but recherché par le Maroc? La CAF devra-t-elle l'y aider?», s'interroge le Comité qui exige l'annulation pure et simple de cette décision, et la délocalisation du tournoi en question dans une ville réellement marocaine, ou ailleurs. Il souligne que l'organisation de ce tournoi est «indiscutablement



illégal au regard des statuts de la CAF, du Droit International, et de la Charte de l'Union africaine, qui réunit les pays membres de la CAF, et en totale contradiction avec l'éthique sportive». «Faute de quoi, à l'instar de toutes les institutions gouvernementales et non-gouvernementales, de toutes les Ong sur tous les continents, de tous les espaces parlementaires, les membres du Cnaspas s'autoriseront toutes les démarches idoines, et useront de tous les recours possibles pour corriger cette ubuesque situation, qui lèse de façon inacceptable les droits du peuple sahraoui». Précisant que «les frontières officielles du Maroc sont celles enregistrées au niveau des Nations unies», le Cnaspas rappelle qu'«aucun pays au Monde ne reconnaît la souveraineté du Maroc sur le territoire du Sahara occidental, et que la

Cour internationale de justice en 1976 déjà, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en 2016 et 2018, et les services juridiques de l'Union africaine ont tranché cette question en déclarant que le Maroc et le Sahara Occidental sont deux territoires distincts et clairement séparés». Le Comité précise encore que «l'objectif politique de la manœuvre fallacieuse de la FRMF, aux ordres du Palais royal marocain et du Makhzen, est évident: Il vise à la normalisation de son occupation du Sahara occidental, et à placer la communauté internationale devant le fait accompli après l'organisation tonitruante et de villégiature des fora Crans Montana à Dakhla, adossée à de généreuses distributions de chèques, après l'ouverture à grands renforts médiatiques de consulats de la Gambie et des Comores toujours à

Dakhla». «Pourquoi faire? y a-t-il des résidents gambiens ou comoriens en nombre au Sahara occidental dont la présence nécessiterait une couverture consulaire. Voila aujourd'hui la décision de déroulement d'un événement sportif international à Laâyoune occupée», s'interroge encore le Comité précisant que «le Maroc, par une politique de faits et d'événements successifs, cherche à avaliser et à banaliser sa présence de colonisateur au Sahara occidental, foulant aux pieds les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies». L'aval donné par la CAF au Maroc a suscité une vague d'indignation et une vive opposition en Afrique. La Fédération sud-africaine de football (SAFA) a annoncé le retrait de son équipe nationale de ce rendez-vous continental. «La SAFA a décidé de déclarer forfait (...) car le Maroc persiste à organiser le tournoi à Laâyoune, qui se situe dans le Sahara occidental occupé», indique un communiqué de la Fédération sud-africaine. De son côté, l'Algérie, à travers sa fédération de football (FAF), a dénoncé cette domiciliation auprès de la CAF, exprimant également son entière «opposition». La FAF a appelé la CAF à reconsidérer la domiciliation de cet événement dans cette ville occupée par le Maroc, et à suivre la voie de la légalité internationale, qui lève toute équivoque sur la nature du conflit au Sahara Occidental dont le dossier est traité par les organes de l'ONU comme «une question de décolonisation».

Fella Y./agences

S. O./APS

Mauritanie-BP

Signature d'un accord de partenariat dans le domaine des énergies propres

La Mauritanie et la major britannique British Petroleum Company (BP) ont signé à Londres un accord de partenariat portant sur le développement des énergies propres et leur intégration dans la production du gaz naturel. Selon l'agence mauritanienne d'information. L'accord a été signé, pour la partie Mauritanie par le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Mines, Mohamed Ould Abdel Vettah et pour la partie BP, par son président en Afrique de l'Ouest, Christy Norman. L'objectif est d'étudier les possibilités techniques et commerciales qui garantissent le développement des énergies propres et leur utilisation dans la production du gaz naturel liquide pour réduire l'émission du CO2 résultant de la production. Sachant que la production du gaz liquide sans le CO2 constitue un objectif pour lequel militent les grandes compagnies internationales opérant dans le domaine et les pays producteurs. Ainsi, ce partenariat va permettre la mise en œuvre des moyens d'exécution de l'étude des choix techniques et com-

merciaux permettant de tirer le meilleur profit de ressources nationales en énergies propres. Ce qui permettra par ailleurs à la Mauritanie future productrice de pétrole de jouer le rôle qui correspond à ses capacités dans le domaine, surtout qu'elle possède d'importantes réserves d'énergies renouvelables et de gaz naturel.

Ould Abdel Aziz expulser l'UPR de son siège

Selon des sources média-

tiques, l'Union pour la République quittera son siège actuel, qui appartient à l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz. Les sources ont confirmé que la direction du parti avait décidé de déménager avant l'expiration du contrat de location. Un nouveau siège a été loué après que le parti ait élu son bureau politique. L'ancien président Abdel Aziz, avait informé la direction du parti de son désir de déplacer le parti de son domicile et de chercher un autre endroit, dans le contexte de la récente

crise entre lui et le parti. Abdel Aziz avait déclaré dans une interview «lorsque le parti n'a pas pu trouver un siège social j'ai donné mon domicile comme siège du parti». Après s'être écarté du parti et des harcèlements dont il a subi, il a conduit à la décision de les expulser de son domicile. Certaines informations indiquent que Ould Abdel Aziz pourrait prendre son domicile comme siège de son nouveau parti, qu'il compte créer.

Fella Y./agences

S. O./APS

Tunisie/Coronavirus

Le ministère de la Santé recommande la vaccination aux voyageurs vers la Chine

Le ministère tunisien de la Santé recommande aux voyageurs vers la Chine de se faire vacciner contre la grippe saisonnière et le pneumocoque, afin de prévenir toute propagation de ce virus en Tunisie. Selon une enquête, souligne le ministère, cité par l'Agence TAP, aucun

cas n'a été enregistré auprès des agents de la santé, et aucune contamination n'a été constatée jusqu'à présent. Suite à un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'émergence d'un foyer d'infections respiratoires aiguës depuis le 31 décembre 2019 dans la région

de «Wuhan» en Chine, les analyses ont montré la relation de ces cas avec un nouveau coronavirus. Le nombre d'infections en Chine a atteint 69 cas le 19 janvier 2020, dont huit sont toujours dans un état grave et 19 ont quitté l'hôpital, avec deux cas de décès enregistrés, a rap-

pelé le ministère de la santé dans un communiqué. Pour rappel, cette catégorie de virus a commencé à se propager depuis 2002 sous le nom de SRAS, puis en 2012 sous le nom de MCOV au Moyen-Orient.

R. M.



Liban

Le Président convoque une réunion de sécurité après un pic de violences

■ Le président libanais a réuni hier les hauts responsables de la sécurité, au lendemain d'un week-end d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre qui ont fait plus de 500 blessés à Beyrouth, des violences inédites depuis le début de la contestation dans ce pays en crise.

Par Rosa C.

Deux jours de suite, samedi et dimanche, la police anti-émeute a tiré des balles en caoutchouc, des grenades lacrymogènes, et utilisé ses canons à eau contre les manifestants rassemblés par centaines dans le centre-ville de Beyrouth, à l'entrée d'une avenue menant au Parlement. Les contestataires ont lancé pierres, pétards et feux d'artifice contre un barrage de police bloquant cette avenue, en attaquant parfois les forces de l'ordre à l'aide des poteaux de panneaux de signalisations. Au moins 546 personnes, des manifestants mais aussi des policiers, ont été blessés dans ces heurts, selon les bilans de la croix-rouge libanaise et de la défense civile compilés par l'AFP. Samedi soir, en particulier, les affrontements ont fait 377 blessés et ont été d'une violence sans précédent depuis le début le 17 octobre d'une contestation qui dénonce une classe politique jugée corrompue et incompétente, sur fond de crise économique

et financière. En réaction, le président Michel Aoun a convoqué pour ce hier après-midi une «réunion de sécurité», en présence des ministres de la Défense et de l'Intérieur, mais aussi des hauts gradés des forces de la police et de l'armée, d'après le compte twitter de la présidence. L'objectif est de discuter des développements sur le plan sécuritaire et des mesures à prendre pour préserver la stabilité et le calme, selon l'agence officielle ANI. En trois mois de contestation, la colère n'a fait que croître parmi les manifestants qui fustigent l'apathie des dirigeants: la crise économique s'aggrave avec des licenciements en masse, des restrictions bancaires et une forte dépréciation de la livre libanaise face au dollar. Ce week-end, l'élégant centre-ville de Beyrouth a été englouti dans l'épaisse fumée des gaz lacrymogènes et le hurlement des sirènes d'ambulances, les manifestants courant dans les rues pour fuir les policiers avant de se regrouper. La défense civile a annoncé avoir traité des personnes souffrant de «difficultés



Ph. > D. R.

respiratoires» ou de «blessures légères». Sur Twitter, les forces de sécurité ont appelé les manifestants à ne pas «attaquer» la police. Mais des ONG et des défenseurs des droits humains ont aussi dénoncé un usage excessif de la force par la police. Human Rights Watch (HRW) a notamment accusé les policiers d'avoir «tiré des balles en caoutchouc en visant les yeux». «Ils n'ont pas arrêté de frapper», a pour sa part raconté un manifestant de 22 ans, hospitalisé après les heurts de samedi et qui dit s'être retrouvé la tête en sang. «Ils étaient quatre avec leurs matraques. Ils m'ont

laissé souffler, puis ils ont repris les coups, avant de me traîner au sol», a poursuivi le jeune homme contacté par l'AFP, s'exprimant sous couvert de l'anonymat par crainte de représailles. Un Comité des avocats pour la défense des manifestants, qui a rencontré des contestataires brièvement interpellés samedi, a assuré que «la majorité» avait été victime de «violences excessives», certains affichant des blessures «à la tête, au visage, ou aux organes génitaux». Les avocats ont aussi constaté dans les hôpitaux des blessures causées par des balles en caoutchouc au visage ou à la tête.

Alors que la mobilisation restait globalement pacifique au départ, les affrontements se sont multipliés ces derniers jours, des manifestants attaquant la semaine passée les vitrines des établissements bancaires, qui cristallisent une grande partie de la colère populaire. L'impasse politique s'ajoute à la crise: depuis la démission fin octobre du Premier ministre Saad Hariri sous la pression de la rue, son gouvernement chargé des affaires courantes est accusé d'inertie. R. C.



Commentaire

Rupture

Par Fouzia Mahmoudi

Dès le moment où Nicolas Dupont-Aignan a décidé de soutenir Marine Le Pen lors du second tour de la dernière élection présidentielle, il s'est de fait exclu de la scène politique «traditionnelle», les autres partis ne supportant pas de voir l'isolation du FN être rompu. En effet, le Front national n'avait jamais réussi à lier d'alliance avec un mouvement non affilié à l'extrême-droite et la trahison de Dupont-Aignan, qui fut un temps membre de l'UMP, a été très mal vécue, provoquant des torrents de critiques très sévères à son égard et parfois même des insultes. Aujourd'hui, le gouvernement n'a pas hésité à classer, à l'occasion d'une circulaire émanant du gouvernement qui étiquette tous les partis, le mouvement de Dupont-Aignan, Debout La France dans une case qui a insupporté le président du petit parti de droite. En effet, selon le ministère de l'Intérieur il serait désormais estampillé «extrême droite». «C'est un scandale absolu, s'insurge l'ancien candidat à la présidentielle au «Figaro». Il y a dans ce geste du ministère de l'Intérieur toute la symbolique de ce qu'est ce pouvoir, prêt à toutes les manipulations pour survivre. Personne ne peut imaginer, en France, que je sois d'extrême droite.» L'ancien candidat à la présidentielle annonce qu'il prépare un recours devant le Conseil d'État contre la circulaire du ministre de l'Intérieur. Outre son parti, sans surprise la formation de Marine Le Pen, le Rassemblement national est, elle aussi, classée d'extrême droite. Cette classification intervient quelques jours seulement après que Marine Le Pen ait annoncé sa candidature à la présidentielle et que Dupont-Aignan ait prédit une défaite de Le Pen en cas de duel face à Emmanuel Macron. En effet, invité de la matinale de France Info vendredi dernier, Nicolas Dupont-Aignan, sous couvert de «ne pas vouloir polémique», ne s'est pas retenu de dire, en creux, tout ce qu'il pensait de la déclaration de candidature de Marine Le Pen à la prochaine présidentielle. Ni du peu de crédit qu'il accorde à ses chances de victoire en 2022. «Je ne crois pas que la répétition, ou la méthode Coué, c'est-à-dire un nouveau duel Macron-Le Pen soit positif pour le pays, a lâché le patron de Debout la France. Je doute à ce moment-là d'une victoire de Marine Le Pen et je crains qu'Emmanuel Macron soit réélu. D'ailleurs le premier satisfait de cette déclaration, c'est sans doute Emmanuel Macron.» Ainsi, à l'avance Dupont-Aignan semble décidé à mettre en avant son intention de rester éloigné du camp Le Pen pour la présidentielle, préférant certainement tenter de retrouver son statut d'homme de droite et de se reconstruire une réputation de gaulliste loin du Rassemblement national. F. M.

Irak

Les manifestants relancent la contestation dans l'attente d'une réponse du gouvernement

Des centaines de manifestants antigouvernementaux se sont opposés aux forces de sécurité et ont bloqué des rues de Bagdad, bien décidés à accentuer la pression sur les autorités, qui avaient jusqu'à hier pour apporter des réponses aux revendications du mouvement de contestation. Ce mouvement, qui réclame depuis début octobre une refonte du système au pouvoir, avait été éclipsé ces dernières semaines par la flambée des tensions entre l'Iran et les États-Unis, les deux principaux parrains de Bagdad. Pour éviter que les rassemblements ne perdent de leur élan face à la montée des tensions régionales, les manifestants avaient adressé hier dernier un ultimatum d'une semaine au gouvernement pour répondre à leurs demandes. Celles-ci incluent un appel à des élections anticipées, une réforme de la loi électorale, la désignation d'un Premier ministre indépendant et la fin de la corruption, qui a englouti en 16 ans deux fois le PIB de l'Irak. Les contestataires veulent aussi la fin du système politique de répartition des

postes en fonction des ethnies et des confessions. Dès dimanche, à la veille de la date-butoir, de jeunes manifestants à Bagdad et dans le sud de l'Irak ont commencé à bloquer des routes et des ponts à l'aide de pneus brûlés. Tôt hier, ils ont relancé leur action dans la capitale, mais les forces de sécurité ont agi rapidement, l'armée affirmant avoir arrêté neuf manifestants et rouvert l'artère principale de la deuxième ville la plus peuplée du monde arabe (neuf millions d'habitants). Outre la place Tahrir, cœur de la contestation, des centaines d'autres manifestants ont aussi rallié dimanche la place Tayaran, où ils ont affronté les forces de sécurité, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et tiré à balles réelles pour les disperser, a indiqué un journaliste de l'AFP. Des jeunes Irakiens portant des casques et des masques à gaz ont érigé des barricades métalliques pour tenter de repousser la police antiémeute, et les escarmouches y ont duré toute la nuit, faisant une vingtaine de blessés au total, dont certaines touchés par balle,

selon une source médicale. Depuis octobre, environ 460 personnes ont perdu la vie à la suite de violences liées le plus souvent à la répression des manifestations et 25 000 autres ont été blessées, selon un décompte de l'AFP. Les manifestants ont craint à un certain moment que leur mouvement ne soit éclipsé par la flambée de tensions entre l'Iran et les États-Unis, tous deux proches partenaires de l'Irak. Une frappe de drone américain près de l'aéroport de Bagdad le 3 janvier a tué l'influent général iranien Qassem Soleimani, provoquant des tirs de roquettes iraniennes sur une base irakienne abritant des troupes américaines. Les personnalités politiques irakiennes ont depuis multiplié leurs appels au départ des forces étrangères, dont quelque 5 200 soldats américains. Les manifestants craignent également qu'un rassemblement de masse distinct ce vendredi, organisé par le leader chiite Moqtada Sadr pour exiger l'éviction des troupes américaines d'Irak, n'éclipse encore leur mouvement de contestation.

«La nuit des idées» est de retour

Un programme varié à découvrir

■ Une soirée d'activités artistiques (littérature, cinéma, arts plastiques et autres) est prévue dans la nuit du 30 au 31 janvier à Alger. C'est dans le cadre de «La nuit des idées», qui revient dans sa quatrième édition, que le public pourra assister à une conférence animée par la romancière Kaouther Adimi, la projection du film documentaire «Demain est à nous», une exposition «Afrique en créa-action», la lecture à voix haute d'idées nouvelles ainsi que des moments de joie et de rire avec les enfants à l'hôpital Lamine-Debaghine (ex-Maillot).

Par Abla Selles

Pour la quatrième année consécutive, «La nuit des idées» revient au bonheur de son public avec un programme artistique riche et varié. Du cinéma, de la littérature, de l'art plastique et autres activités sont à découvrir dans la nuit du 30 au 31 du mois de janvier courant à l'Institut français d'Algérie. Cet événement, organisé en même temps dans tous les Instituts français du monde, se veut une occasion pour mettre la lumière sur des idées nouvelles qui ont eu un franc succès. C'est aussi un espace où la parole est donnée à des personnes ayant des idées nouvelles et qui méritent d'être encouragées.

Cet événement qui se veut global, est organisé cette année sous le thème «Être vivant».

Organisé par l'Institut français d'Algérie, l'évènement accueille la romancière Kaouther Adimi pour animer une conférence autour de la créativité et l'écriture littéraire.

Une projection filmique est prévue lors de ce rendez-vous qui débute en fin d'après-midi pour être clôturé tard dans la soirée. Il s'agit du film documentaire «Demain est à nous». Réalisé par Gilles de Maistre, ce long métrage documentaire part à la rencontre des enfants qui ont trouvé la force de mener leurs combats, pour un avenir meilleur. Des



enfants venus des quatre coins du monde, des enfants qui se battent pour défendre leurs convictions. Ils s'appellent Jose Adolfo, Arthur, Aissatou, Heena, Peter, Kevin et Jocelyn... Jamais ils ne se sont dit qu'ils étaient trop jeunes, trop faibles, trop isolés pour se lever contre l'injustice ou les violences. Au contraire, grâce à leur force de caractère et à leur courage, ils inversent le

cours des choses et entraînent avec eux des dizaines d'autres enfants. Exploitation d'êtres humains, travail des enfants, mariages forcés, destruction de l'environnement, extrême pauvreté... Ils s'engagent sur tous les fronts. Si petits soient-ils, ils ont très tôt pris conscience des inégalités et des dysfonctionnements, soit parce qu'ils en ont subi eux-mêmes, soit parce qu'ils

en ont été témoins, et ils ont décidé d'agir. Tel Jose Adolfo, parvenu à l'âge de 7 ans à créer une banque coopérative permettant aux enfants de son quartier de gagner de l'argent en collectant des déchets recyclables.

Des œuvres artistiques sont entre autres à découvrir au hall de l'Institut culturel français dans le cadre d'une exposition intitulée «Afrique en créa-action».

De brillantes idées nouvelles de jeunes des différents coins du pays seront lues afin de les partager et les discuter avec le public.

Une lecture de contes sera consacrée aux enfants malades à l'Hôpital Lamine-Debaghine (ex-Maillot) est aussi au menu des organisateurs.

A. S.

Tissemsilt

La richesse de la culture amazighe mise en exergue

La richesse de la culture amazighe algérienne authentique a été mise en exergue, lors d'une conférence animée, dimanche à Tissemsilt, dans le cadre de la cérémonie de clôture de la manifestation «Yennayer à travers l'Algérie».

L'universitaire de Tiaret et chercheur en patrimoine algérien, D' Mohamed Benbouziane a souligné, lors de sa conférence intitulée «La culture amazighe algérienne, un legs original», que la richesse de la culture amazighe est visible dans les œuvres de romanciers algériens qui ont traité le patrimoine amazigh, à l'instar de Mouloud

Feraoun et Mouloud Mammeri. Le conférencier a indiqué que la diversité de la culture amazighe est dans les coutumes et traditions et la manière de célébrer le nouvel an amazigh dans plusieurs régions du pays, déclarant que la culture amazighe est un pan important de l'identité algérienne enracinée dans le patrimoine, les rites et les valeurs de la société.

Le calendrier amazigh est un des plus anciens que l'être humain a utilisé à travers les âges depuis 2970 ans, a-t-il affirmé.

La manifestation de clôture de «Yennayer à travers l'Algérie» a été marquée par une

cérémonie au cours de laquelle des spectacles folkloriques ont été animés par l'association «Hana» d'art original de la commune de Tissemsilt et des récitals poétiques en melhoun du poète Kacem Chikhaoui.

La manifestation, organisée à l'initiative de la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem» de Tissemsilt en coordination avec l'association de wilaya «Hawa Ouarsenis» dans le cadre de la célébration du nouvel an amazigh, a vu l'organisation de nombreuses activités, notamment des expositions de plats et de produits traditionnels.

F. H.

Décès

L'artiste Loubna Belkacemi n'est plus

La scène artistique dans la wilaya de Batna vient de perdre la comédienne et costumière Loubna Belkacemi, morte tragiquement dans un accident de la circulation survenu la nuit de samedi à dimanche à Stil, dans la wilaya d'El Oued.

La nouvelle de sa mort a bouleversé la famille artistique locale, a affirmé le directeur du théâtre régional de Batna (TRB), Djamel Noui, qui a souligné que «la défunte était aimée par tous et avait une présence remarquable dans les spectacles où elle participe». Sa dernière contribution au côté du TRB a été la conception des costumes de la pièce

«Rahine» (Otage) présentée lors du Festival de théâtre arabe organisé du 10 au 16 janvier courant en Jordanie.

Très affecté par sa disparition, le comédien et réalisateur Ramzi Kedja se souvient avec émotion des débuts au théâtre de la défunte en 2008 et de sa participation comme danseuse de ballet dans «Arrous El matar» où elle a interprété le rôle principal ainsi que sa participation au spectacle chorégraphique «Ettahadi» de Riadh Beroual en 2014.

Disparue à l'âge de 34 ans, la défunte a aussi joué dans plusieurs pièces dont «Amghar

thamnoukalt» de Ramzi Kedja présentée au Festival culturel de théâtre amazigh en 2016 et à «L'épopée de la grande Constantine» signée par Baouzi Benbrahim pour la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe».

Loubna a réussi à mettre sur pied un atelier de conception de costumes qui a collaboré avec plusieurs théâtres et réalisateurs du pays, a-t-il noté.

La comédienne Nawal Messaoudi a considéré que la scène artistique a perdu avec la mort de Loubna une artiste sensible, une comédienne capable de jouer avec talent dans des

pièces aussi bien en arabe qu'en tamazight, une costumière créative et une femme d'une immense gentillesse.

La plupart des comédiens et réalisateurs approchés par l'APS se sont accordés à reconnaître à Loubna, qui a perdu tôt son père et n'a qu'un frère unique, «sa passion» pour le théâtre qui fut pour elle aussi un challenge qu'elle a bien réussi en s'affirmant en tant que comédienne et costumière autodidacte aux talents reconnus. La défunte a été inhumée hier au cimetière de Bouzourane, dans la wilaya de Batna.

R. I.

AGEND'ART

Opéra d'Alger Boualem-Bessah

Jusqu'au 24 janvier à partir de 19h :

Spectacle «La Belle au bois dormant» par le Ballet de Saint-Petersbourg (Russie). Prix des billets : 2 000 DA/3 000 DA), en vente depuis mardi 14 janvier au guichet de l'Opéra, de 10h à 17h.

Salle Ibn Zeydoun à 19h 30 janvier :

L'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère algérien de la Culture, organisent un concert de rock flamenco avec l'artiste espagnol Nestor. Le prix du ticket d'entrée est fixé à 600 DA

Salle El-Fikr Wa Al Adeb (Biskra)

Mercredi 22 et jeudi 23 janvier :

Sous le patronage de M^{me} la ministre de la Culture, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) organise, en collaboration avec la direction de la culture de la wilaya de Biskra et l'association nationale de la littérature populaire, un séminaire national sur «L'impact de la poésie populaire sur l'écriture de l'histoire».



Boxe/Championnats arabes (cadets) 13 pugilistes au rendez-vous du Koweït

TREIZE boxeurs de la sélection algérienne cadets (garçons) prendront part aux Championnats arabes, prévus du 23 au 29 janvier au Koweït, a appris l'APS dimanche de la Fédération algérienne de la discipline (FAB). Sous la conduite du staff technique national, composé des entraîneurs Brahim Kechida et Hamadache Brahim, l'équipe nationale sera accompagnée par le président de la FAB, Madjid Nahassia et l'arbitre

international, Mohamed Aït Amar. «*Cette première édition des Championnats arabes cadets verra la participation des boxeurs ayant obtenu des résultats positifs au dernier Championnat d'Algérie, après plusieurs mois d'absence des compétitions officielles*», a déclaré le président de la FAB. En marge de cette 1^{re} édition des Championnats arabes cadets, un stage sera organisé au profit des juges-arbitres et entraîneurs.

Tournoi international Ahmet-Comert L'EN décroche 6 médailles dont 2 en or

LA SÉLECTION algérienne de boxe (messieurs et dames) a remporté un total de six médailles dont deux en or, lors du 33^e tournoi international Ahmet-Comert qui a pris fin dimanche à Istanbul après une semaine de compétition. Les médailles d'or ont été l'œuvre de Houmri Mohamed dans la catégorie des 81 kg et d'Abdelhafid Benchabla (91 kg), alors que leur coéquipier Chouaib Bouloudinats s'est contenté du bronze dans la catégorie des +91 kg. Chez les dames, Khelif Imane a pris l'argent de la catégorie des 60 kg, après sa défaite face à la Turque Esra Yildiz en

finale. Pour leur part, Boualem Roumaïssa (51 kg) et Ichrak Chaïb (75 kg) ont remporté les médailles de bronze de leurs catégories respectives. Le tournoi international Ahmet-Comert d'Istanbul a enregistré la participation d'une centaine de boxeurs (messieurs et dames) issus de 19 pays. La Turquie a dominé les débats avec un total de 16 breloques (4 or, 5 argent et 7 bronze). Ce tournoi s'inscrit dans le cadre de la préparation des pugilistes algériens au tournoi africain qualificatif aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, prévu du 20 au 29 février à Dakar (Sénégal).

Cyclisme/Championnats d'Afrique sur piste Boukhari au repos après sa chute

LE CYCLISTE algérien Youcef Boukhari a bénéficié de 45 jours de repos, après avoir été victime d'une chute lors de la 3^e journée des Championnats d'Afrique sur piste, samedi dans la capitale égyptienne Le Caire, a indiqué dimanche la Fédération algérienne de la discipline (FAC). «*Youcef Boukhari a été victime d'une chute lors de la 3^e journée des Championnats d'Afrique sur piste, alors qu'il luttait pour la*

médaille de bronze. Il a été évacué d'urgence à un hôpital du Caire où le médecin lui a prescrit un repos de 45 jours, après avoir relevé une fissure au niveau de la clavicule droite», a précisé la FAC dans un communiqué. Boukhari a été obligé d'abandonner la course à cause de cette blessure, ce qui a empêché la sélection algérienne de glaner une sixième médaille lors de la 3^e journée de compétition.

Handball/CAN-2020 La sélection nationale termine en tête du groupe D

LA SÉLECTION algérienne de handball s'est imposée devant son homologue marocain sur le score de 33 à 30 (mi-temps : 16-15), en match comptant pour la 3^e journée du groupe D de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), disputé dimanche à Radès (Tunisie). C'est la troisième victoire du Sept algérien après celles obtenues devant le Zimbabwe (34-9) et le Congo (31-25), assurant ainsi la première place du groupe D avec 6 points, devant le Maroc (4 pts). Avec ce succès, la sélection algérienne entamera le 2^e tour de la compétition africaine avec deux points au compteur, selon le règlement de la Coupe d'Afrique qui stipule que les résultats des équipes issues du même groupe au tour préliminaire seront pris en compte au deuxième tour. Les deux sélections avaient déjà assuré leur qualification au deuxième

tour avant cette ultime journée, marquée également par la victoire du Congo devant la Zambie (37-17), mais les deux formations sont éliminées. A l'issue du tour préliminaire, les deux premiers de chaque groupe (A, B, C, D) se qualifient à la deuxième phase du tournoi qui sera composée de deux poules. Les qualifiés des groupes A et B formeront la poule MI et ceux des groupes C et D constitueront la poule MII.

Éliminatoires Mondial U20 filles (1^{er} tour - aller) L'EN bat le Soudan du Sud lourdement

La sélection féminine algérienne de football des moins de 20 ans (U20) s'est imposée largement sur le score de 5-0 (mi-temps : 3-0) devant son homologue du Soudan du Sud, en match disputé dimanche à Kampala pour le compte du 1^{er} tour (aller) des éliminatoires du

Mondial de la catégorie, prévu en août 2020 au Costa Rica et au Panama. Les buts de la sélection algérienne ont été inscrits par Ourmani (20^e), Bahri (39^e), Nefidsa (43^e), Ghanouche (49^e) et Ayadi (58^e). Le match retour entre l'Algérie et le Soudan du Sud est prévu le dimanche 2

Equipe nationale Des matchs amicaux seront programmés

■ Le staff technique de la sélection nationale de football se réunira avec le président de la FAF pour prendre une décision sur les matchs amicaux qui seront programmés à partir de cette semaine.

Par Mahfoud M.

Le Bureau fédéral devrait étudier toutes les propositions qui lui sont parvenues pour en choisir quelques-unes d'entre elles. Malgré cela, ce sera au sélectionneur national de prendre la décision définitive quant aux adversaires que les Verts devraient affronter, vu qu'il se basera sur de nombreux critères, notamment, la solidité de ces équipes. Il a besoin de sparring-partners de choix pour pouvoir se préparer en conséquence en prévision des prochains rendez-vous qui attendent la sélection nationale qui poursuivra les éliminatoires de la CAN 2021 avant de débiter aussi les éliminatoires du Mondial 2022 qui aura lieu au Qatar. L'essentiel est que Belmadi aura son mot à dire, lui qui a déclaré compter se préparer très sérieusement pour ces échéances, surtout qu'il ne veut pas se contenter de figuration comme il ne cesse de le déclarer, car il souhaite jouer les premiers rôles. Des sources proches du sélectionneur affirment que ce dernier préférerait jouer face à des adversaires africains. Il souhaiterait également remporter le succès lors de ces matchs pour améliorer le classement-FIFA et



Les Verts s'apprêtent à disputer des matchs-tests

cela reste très important en prévision des éliminatoires du Mondial, pour demeurer parmi les cinq premières nations africaines et avoir un tirage intéressant. Il faut savoir, par ailleurs, que la sélection nationale jouera deux matchs comptant pour les éliminatoires de la CAN au mois de mars prochain face au

Zimbabwe en aller et retour, ce qui sera une belle affaire pour l'EN qui sera toujours compétitive. Sur un tout autre plan, le président de la FAF, Zetchi, et le sélectionneur national, Belmadi, seront absents pour le tirage au sort des éliminatoires du Mondial 2022 au Caire aujourd'hui.

M. M.

Schalke 04 Crystal Palace ne veut pas de Bentaleb

L'international algérien Nabil Bentaleb, sociétaire de Schalke 04, ne sera pas transféré à Crystal Palace, selon l'entraîneur du club de Premier League anglaise de football, Roy Hodgson. «*Beaucoup de joueurs veulent jouer pour Crystal Palace durant ce mercato hivernal, mais je tiens à préciser que le nom de Nabil Bentaleb n'a pas été évoqué par les dirigeants du club*», a indiqué le coach des «Eagles», mettant un terme aux récentes rumeurs provenant des médias allemands qui ont fait cas d'un

intérêt de Crystal Palace pour le joueur algérien. En difficulté à Schalke 04, Nabil Bentaleb serait sur le départ cet hiver et plusieurs clubs dont les «Toffees» d'Everton sont à l'affût. De son côté, Bentaleb aurait exprimé son désir de rejoindre un club de Ligue 1 française cet hiver, selon le site Foot Mercato. Éloigné des terrains depuis septembre, Bentaleb (25 ans) a rejoint en novembre dernier avec l'équipe réserve de Schalke (U-23). Le natif de Lille (France) avait été victime d'une déchirure

du ménisque, nécessitant une intervention chirurgicale. L'ancien joueur de Tottenham (Premier League anglaise) n'a joué aucun match cette saison avec l'équipe première. Le joueur algérien (35 sélections/5 buts) a fait part de son désir de changer d'air, dans une récente déclaration accordée à Onze Mondial : «*Dans le football, on ne sait jamais. Mais cela serait mentir de dire que je ne suis pas en train de regarder ailleurs*».

Ligue 1 (mise à jour) Le NCM et le PAC font match nul

Le NC Magra et le Paradou LAC ont fait match nul dimanche 1 à 1 (mi-temps : 0-1), en mise à jour de la 12^e journée

du championnat de Ligue 1 de football. Les Algérois ont ouvert le score par l'entremise du buteur maison Youssi Bouzok

(23^e). En seconde période, le NCM a remis les pendules à l'heure grâce à Abdelhafid Abdelhak (65^e) sur un tir puissant. A l'issue de ce résultat, le NC Magra, dirigé sur le banc par le nouvel entraîneur Hadj Merine, remonte à la 13^e place avec 16 points en compagnie de l'ASO Chlef, alors que le PAC reste scotché à la 12 place au classement avec 18 points. Les «Académiciens» comptent un dernier match en retard à disputer le 23 janvier à domicile (17h00) face au CS Constantine (13^e journée).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Problèmes liés à l'AEP

1 500 appels téléphoniques reçus quotidiennement par la SEAAL

ENVIRON 1 500 appels sont reçus quotidiennement par le centre d'accueil téléphonique de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) pour signaler des problèmes liés à l'alimentation en eau, a affirmé hier à Alger, le responsable du centre à la Direction de distribution d'Alger, Okba Benramdane. Lors d'une visite guidée au profit des journalistes dans le cadre d'une campagne de sensibilisation et d'information sur la qualité de l'eau produite et distribuée, le responsable a expliqué que le centre reçoit annuellement un total avoisinant les 500 000 appels pour des motifs techniques et commerciaux.

«Les fuites et coupures d'eau potable, renseignements sur la facturation ainsi que les problèmes liés à l'assainissement, figurent parmi les principales doléances soulevées par les clients de la Seaal, couvrant le périmètre d'Alger et de Tipasa», a-t-il expliqué.

Le centre d'appel, joignable sur le numéro 1594, facilite le contact avec les clients de la Seaal, poursuit M. Benramdane.

Sur le volet opérationnel, le Centre de gestion des interventions (CGI) prend en charge les réclamations des clients reçues via le centre d'appel, explique, pour sa part, M^{me} Benghanem Amel, cheffe de service de l'exploitation à la Direction de distribution de Bir Mourad-Rais relevant de la Seaal.

La perturbation en alimentation en eau potable, la qualité de l'eau, la réfection des conduites ou les fuites sur la voie publique, sont les principaux motifs des réclamations prises en charge par les centres opérationnels

répartis sur la wilaya d'Alger, a-t-elle détaillé. Concernant les fuites d'eau, les équipes opérationnelles de la Seaal ont réparé plus de 24 000 fuites en 2019, précise M^{me} Benghanem. S'agissant de la qualité de l'eau, des analyses physico-chimiques (144 000), bactériologiques (26 000) et échantillons d'analyses (12 000) sont effectuées chaque année par le laboratoire central de la Seaal, a souligné M^{me} Bencheikh Nora, cheffe de service de qualité au Centre de production des Usines Relais (CUR) de Bir Mourad-Rais.

Certifié ISO 9001 en 2010, le laboratoire central de la Seaal assure le contrôle quotidien «très rigoureux» de la qualité de l'eau potable, produite et distribuée.

Il effectue des prélèvements pour le contrôle de qualité au niveau des stations de traitement de l'eau potable, installations de stockage (réservoirs, châteaux d'eau) ainsi que les réseaux de distribution.

Plusieurs services de la Direction de distribution de Bir Mourad-Rais ont fait l'objet de cette visite destinée aux journalistes qui ont pris connaissance du travail des opérateurs du centre d'appel, du Centre de gestion des interventions ainsi que le fonctionnement de la station de pompage.

Sur place, des explications sur la production, le traitement et la distribution de l'eau ont été fournies aux représentants des médias.

Mahi G.

Chlef

25 exposants à la foire du miel et des produits de la ruche

Vingt-cinq exposants de différentes wilayas du pays ont pris part à la 8^e foire du miel et des produits de la ruche, ouverte hier à Chlef, a-t-on appris auprès des organisateurs. Abrisée par la cour du Musée national public Abdelmajid-Meziane de Chlef, cette édition fait désormais office de «rendez-vous commercial de grande importance pour les apiculteurs désireux d'écouler leurs produits, tout en se rapprochant du consommateur algérien», a indiqué, à l'APS, le président de l'Association des apiculteurs, Abdelaziz Ait Hammouda. L'ouverture de la manifestation a enregistré une «affluence modeste de visiteurs», a-t-il observé. Les prix affichés des différents miels exposés à la vente ont

enregistré une hausse comparativement à l'année dernière, a-t-on constaté sur place. Ainsi, le miel de fleurs est proposé à 3 300 DA/kg, au moment où le miel de thym est affiché à 3 600 DA/kg, le miel de carotte sauvage à 3 500 DA/kg, le miel de montagne à 4 000 DA/kg et le miel de jububier entre 4 500 et 5 000 DA/kg. De nombreux apiculteurs exposants, approchés par l'APS, ont admis «la cherté des prix du miel comparativement au pouvoir d'achat des citoyens», imputant cette hausse au «recul de la production mellifère, conjugué aux frais de transport et de transfert des ruches d'abeilles vers des zones fleuries garantes de la nourriture des abeilles», ont-ils souligné. Les

Pouvoir d'achat des algériens



Wanis

Djalou@hotmail.com

El-Oued

Des citoyens réclament le dédoublement de la route nationale

■ Cette route à double sens, qui connaît une intense trafic routier avec le passage de plus de 9 500 véhicules/jour, est devenue une «route mortelle», au regard de la recrudescence d'accidents tragiques de la circulation qui y sont enregistrés.

Par Slim O.

Des dizaines de citoyens de la commune d'El-Hamraya (110 km au nord d'El-Oued) se sont rassemblés hier en signe de protestation pour réclamer le

dédoublement de la RN-48 reliant la wilaya d'El-Oued aux régions du nord du pays, a-t-on appris de responsables communaux. Les citoyens ont procédé à la fermeture de la RN-48 sur le territoire de la commune d'El-Hamraya par des pierres, des troncs d'arbres, de palmiers et des pneus, entravant le trafic routier à destination et en provenance du chef-lieu de la wilaya d'El-Oued. Les protestataires ont réclamé le déblocage d'enveloppes pour la réalisation du projet en question, à savoir le dédoublement de cet axe routier sur un linéaire de 127 km. Certains des protestataires, joints par l'APS, ont indiqué que cette route à double sens, qui connaît un intense trafic routier avec le passage de plus de 9 500 véhicules/jour, est devenue une «route mortelle», au regard de la recrudescence d'accidents tragiques de la circulation qui y sont enregistrés. La wilaya d'El-Oued s'est vu accorder un projet de réalisation d'une première tranche de dédoublement de 35 km, dont les travaux, lancés à la fin juillet 2018, ont atteint au

12 janvier courant un taux d'avancement de 30 %, selon la Direction des travaux publics de la wilaya. Le wali d'El-Oued, Abdelkader Bensaid, a tenu de nombreuses rencontres avec les représentants de la société civile dans le but de les rassurer de la prise en charge des préoccupations du citoyen, parmi lesquelles cette question de dédoublement de la RN-48. Il a, à ce titre, souligné que leurs revendications ont été soulevées aux autorités de tutelle pour arrêter un programme à même de répondre à leurs attentes. Plusieurs sorties ont également été effectuées par le wali, dont la dernière en date remonte au 11 janvier courant, pour s'enquérir de l'évolution du chantier de réalisation de cette tranche de la RN-48 et a, à chaque fois, mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux. Des citoyens avaient aussi observé, la semaine écoulée à la place «Chahid Hamma-Lakhdar» à El-Oued, un rassemblement de protestation pour réclamer le dédoublement de la RN-48.

S. O./APS